



Dépêche No. 693 | 24 août 2023

Pour les Mauritaniens, l'éducation et la santé sont les deux plus importants problèmes du pays

Dépêche No. 693 d'Afrobarometer | Mohamed Lemine Hamady

Résumé

Destinés à satisfaire l'intérêt des populations, les services publics bien administrés sont un levier de développement car ils permettent d'améliorer les conditions de vie des citoyens. Leurs qualités reposent sur l'égalité d'accès et de traitement de tous les usagers, la continuité et la disponibilité sur l'ensemble du territoire, ainsi que leurs adaptations aux besoins des citoyens (Bauby, 2003).

Soucieuse d'améliorer ses services publics, la Mauritanie s'est donnée des priorités stratégiques telles que présentées dans la Déclaration de Politique Générale du Gouvernement (2023) faisant du développement du capital humain et de l'accès aux services sociaux de base un axe principal.

En regardant de près, les études et diagnostics réalisés au sujet de l'éducation et de la santé en Mauritanie relèvent beaucoup de lacunes relatives à la qualité de la formation et à l'adaptation de la formation au marché de l'emploi. Sur le plan sanitaire, la gouvernance et l'amélioration de la santé maternelle et néo-natale restent un enjeu primordial (République Islamique de Mauritanie, 2021).

A cela s'ajoutent l'accès insuffisant et inéquitable à l'électricité, le déficit en infrastructures routières ainsi que la numérisation des services publics, tous des défis que le gouvernement essaye de surmonter (Bourdillon, 2022 ; Quenum, 2022).

Dans ce contexte, quelles sont les perceptions des Mauritaniens ordinaires sur les services publics dans leur pays ?

La majorité des citoyens qui ont eu recours au service de la police ou à un service éducatif dans une école publique au cours des 12 derniers mois disent qu'il était facile d'avoir ce dont ils avaient besoin, contrairement à ceux qui ont tenté d'obtenir un document officiel d'identité.

Beaucoup de répondants qui ont fait l'expérience de ces services publics disent avoir dû verser des pots-de-vin.

Quant à l'accès à l'électricité, seulement la moitié des Mauritaniens affirment qu'ils sont raccordés au réseau de la Société Mauritanienne d'Electricité (SOMELEC) ; plus de la moitié d'entre eux-ci disent que l'électricité est régulièrement disponible.

L'éducation et la santé se joignent à la pauvreté comme les plus importants problèmes auxquels le gouvernement devrait s'attaquer, selon les citoyens, qui ne sont pas satisfaits des performances de ce dernier dans la fourniture de plusieurs services publics.

L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la

démocratie, à la gouvernance et à la qualité de vie. Neuf rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 42 pays depuis 1999. Les enquêtes du Round 9 (2021/2023) couvrent 39 pays. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe d'Afrobarometer en Mauritanie, conduite par SISTA Conseil, s'est entretenue avec 1.200 adultes mauritaniens en novembre 2022. Un échantillon de cette taille donne des résultats au niveau des pays avec une marge d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%.

Résultats clés

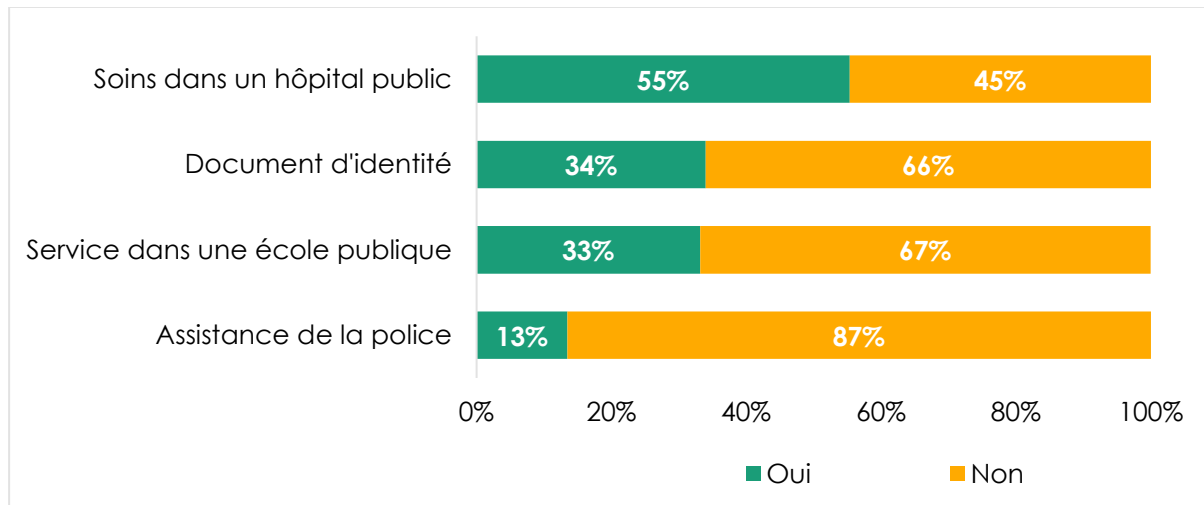
- La majorité (55%) des Mauritaniens disent avoir eu recours aux soins de santé dans un hôpital public au cours des 12 derniers mois. Le tiers déclarent avoir demandé un document d'identité (34%) ou un service dans une école publique (33%), et 13% avoir sollicité l'assistance de la police.
- Parmi les Mauritaniens qui ont demandé certains services publics au cours des 12 derniers mois :
 - Des majorités disent qu'il était facile d'avoir les services éducatifs (80%) et l'assistance de la police (65%), mais qu'il n'était pas aisé d'obtenir un document d'identité (55%), pendant que la facilité d'accès aux soins médicaux divise (51% facile vs. 49% difficile).
 - Environ trois sur 10 disent avoir versé un pot-de-vin pour obtenir des soins médicaux (31%), l'assistance de la police (28%) ou des services éducatifs (27%), et plus de quatre sur 10 (43%) l'ont fait pour obtenir un document d'identité.
- Seulement la moitié (51%) des répondants déclarent que leur ménage est raccordé au réseau public d'électricité. Parmi ceux-ci, 55% disent que l'électricité est disponible « tout le temps » ou « la plupart du temps ».
- Aux yeux des citoyens, l'éducation, la santé et la pauvreté sont les trois plus importants problèmes auxquels le gouvernement devrait s'attaquer.
- La majorité des Mauritaniens se disent insatisfaits de la performance du gouvernement dans la fourniture de plusieurs services publics.

Expériences des services publics

Les évaluations que font les citoyens des services publics dépendent de leurs perceptions ainsi que de leurs propres expériences de ces services. Parmi certains services publics de base, les soins de santé sont les plus sollicités en Mauritanie, avec plus de la moitié (55%) des citoyens qui déclarent les avoir demandés au cours des 12 derniers mois. Plus de trois citoyens sur 10 disent avoir fait la demande d'un document d'identité (34%) ou d'un service dans une école publique (33%). Le recours à l'assistance de la police reste faible, avec seulement 13% des citoyens qui disent en avoir eu besoin pendant l'année écoulée (Figure 1).

De par leurs expériences avec ces services publics, les citoyens s'accordent pour affirmer que l'accès aux services éducatifs (80%) et l'assistance de la police (65%) étaient faciles, mais que l'obtention du document d'identité n'était pas aisée (55%), tandis que la facilité d'accès aux soins médicaux les divise (51% facile vs. 49% difficile) (Figure 2).

Figure 1 : Demande de services publics | Mauritanie | 2022



Questions posées aux répondants : Au cours des 12 derniers mois, avez-vous :

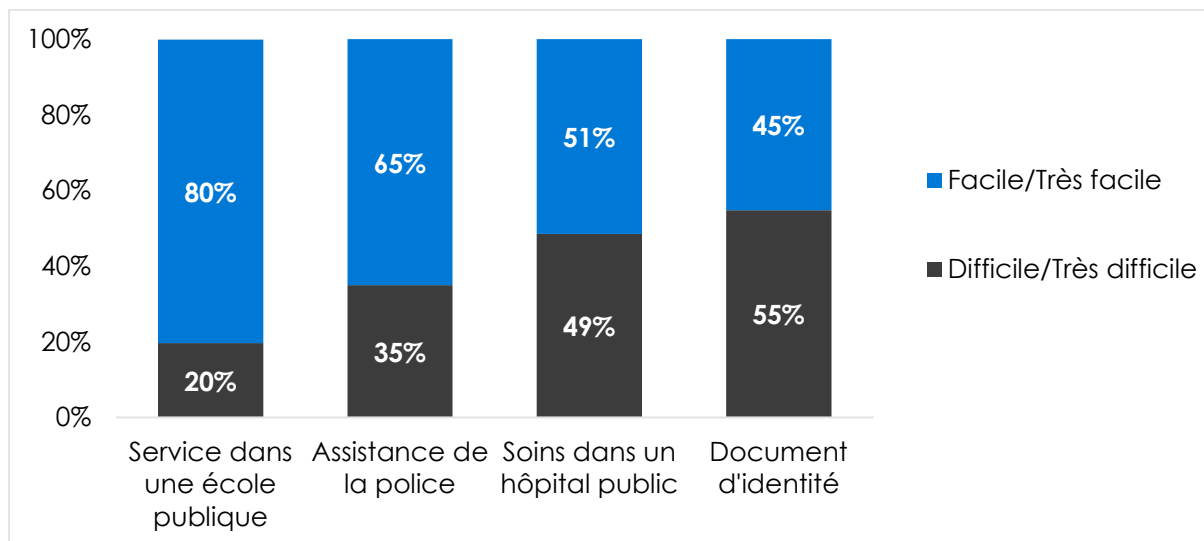
Eu affaire à une clinique ou un hôpital public ?

Essayé d'acquérir une pièce d'identité telle qu'un extrait de naissance, un permis de conduire, un passeport, une carte d'électeur, ou une autorisation officielle du gouvernement ?

Eu affaire à une école publique ?

Eu recours à l'assistance de la police ?

Figure 2 : Était-il facile d'obtenir l'assistance nécessaire ? | Mauritanie | 2022



Questions posées aux répondants qui ont eu affaire à ces services publics : *Était-ce facile ou difficile d'obtenir [les services dont vous aviez besoin] ? (Les répondants qui n'avaient pas eu affaire à ces services publics sont exclus.)*

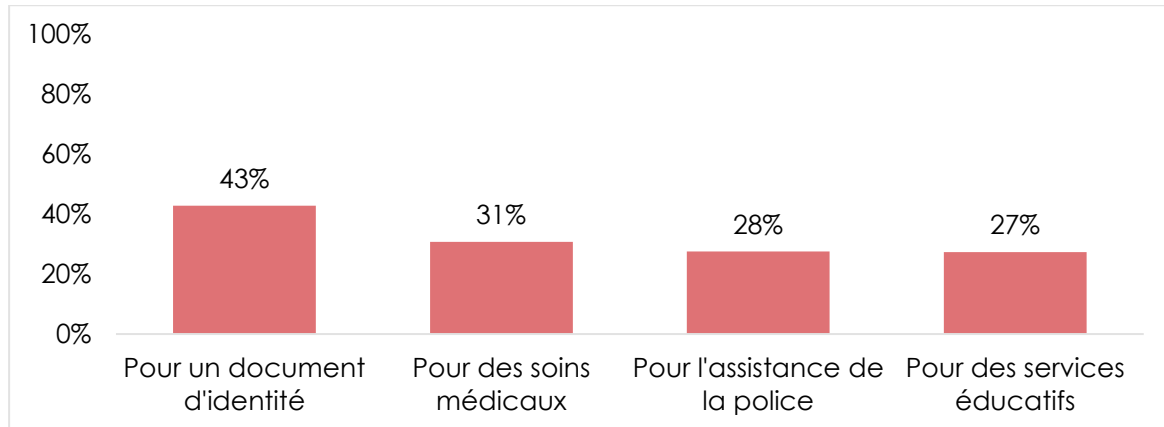
Parfois face aux difficultés d'accès aux services publics, les citoyens ont recours à l'usage de pots-de-vin pour avoir gain de cause. Cette pratique contribue à l'inégalité d'accès à ces services car ceux qui ont les moyens de verser un pot-de-vin peuvent souvent accéder aux services plus facilement et rapidement que les citoyens défavorisés.

En Mauritanie, parmi les citoyens qui ont eu recours à certains services publics au cours des 12 derniers mois, plus de quatre sur 10 (43%) ont dû verser de pots-de-vin « une ou deux fois », « quelques fois » ou « souvent » pour obtenir un document d'identité, et environ trois sur 10

disent l'avoir fait pour des soins médicaux (31%), l'assistance de la police (28%) ou des services éducatifs (27%) (Figure 3).

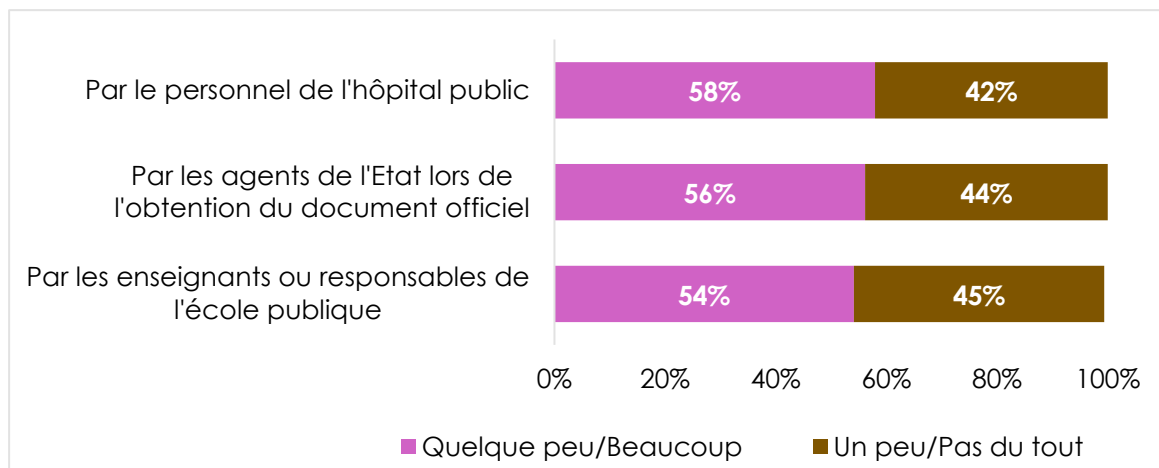
Quant à la courtoisie des agents de l'Etat dans les services, la majorité de ceux qui ont sollicité ces services au cours des 12 derniers mois déclarent qu'ils ont été traités avec respect par le personnel de l'hôpital (58%), les agents lors de l'obtention du document officiel (56%) et par les enseignants ou responsables de l'école publique (54%) (Figure 4).

Figure 3 : Paiement de pots-de-vin pour un service public | Mauritanie | 2022



Questions posées aux répondants qui ont eu affaire à ces services publics : Combien de fois, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur [afin d'obtenir les services nécessaires] ? (% qui disent « une ou deux fois », « quelques fois » ou « souvent ») (Les répondants qui n'avaient pas eu affaire à ces services publics sont exclus.)

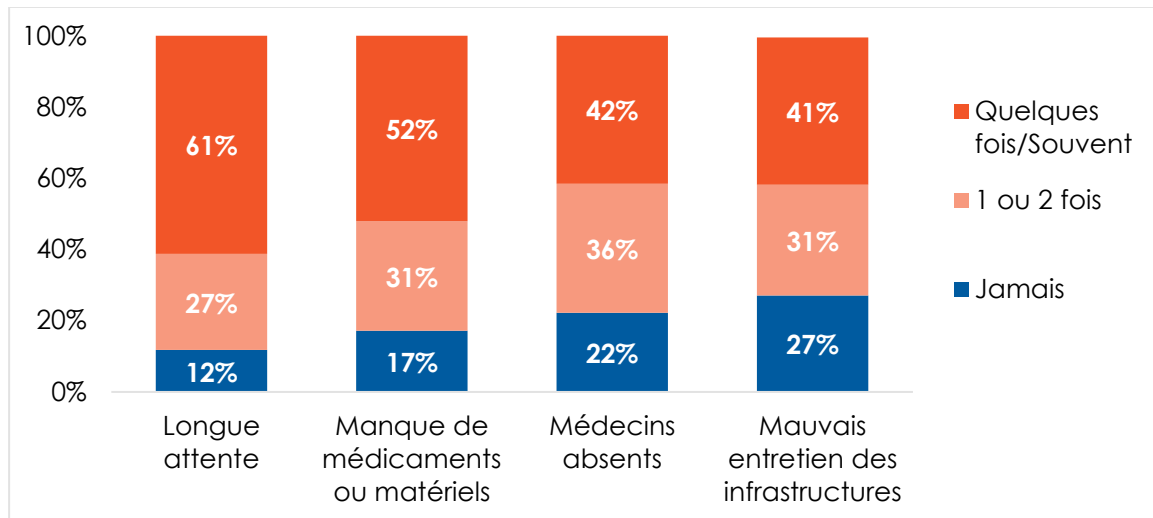
Figure 4 : Traitement respectueux dans les services publics | Mauritanie | 2022



Questions posées aux répondants qui ont eu affaire à ces services publics : En général, durant votre interaction avec [le personnel du service], dans quelle mesure pensez-vous qu'ils vous traitent avec respect ? (Les répondants qui n'avaient pas eu affaire à ces services publics sont exclus.)

Les irrégularités auxquelles sont confrontés les usagers dans les services publics sont susceptibles d'influencer leurs appréciations de la qualité de ces services. Beaucoup de Mauritaniens qui ont eu affaire à un hôpital public au cours des 12 derniers mois disent avoir fait face « quelques fois » ou « souvent » à une longue attente (61%), au manque de médicaments ou de matériels (52%), à l'absentéisme des médecins (42%) ainsi qu'au mauvais entretien des infrastructures (41%). En plus, environs trois sur 10 répondants ont fait ces mauvaises expériences « une ou deux fois » (Figure 5).

Figure 5 : Problèmes dans un hôpital public | Mauritanie | 2022



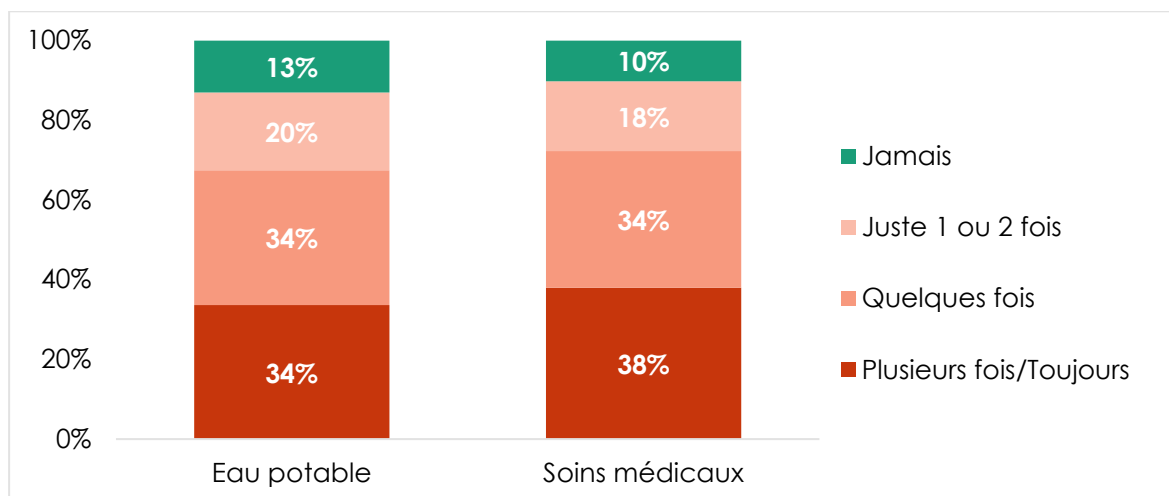
Questions posées aux répondants qui ont eu affaire à une clinique ou un hôpital public : Et au cours des 12 derniers mois, avez-vous eu les problèmes suivants dans une clinique ou un hôpital public : Manque de médicaments ou autres fournitures ? Médecins ou autre personnel médical absents ? Longue attente ? Mauvais état des infrastructures ? (Les répondants qui n'ont pas eu affaire à un hôpital public sont exclus.)

Accès aux services sociaux de base

Les services sociaux de base, tels que les soins de santé, l'eau, l'électricité et l'Internet, sont souvent assurés par l'Etat, même si parfois cette responsabilité est déléguée ou partagée avec le secteur privé. L'évaluation de la performance des services publics pourrait dépendre de la fréquence à laquelle les citoyens y accèdent.

La majorité des Mauritaniens disent avoir manqué « quelques fois », « plusieurs fois » ou « toujours » d'eau potable (68%) ou de soins médicaux (72%) au cours des 12 derniers mois qui ont précédés la collecte, en plus des deux sur 10 qui les ont manqués « juste une ou deux fois » (Figure 6).

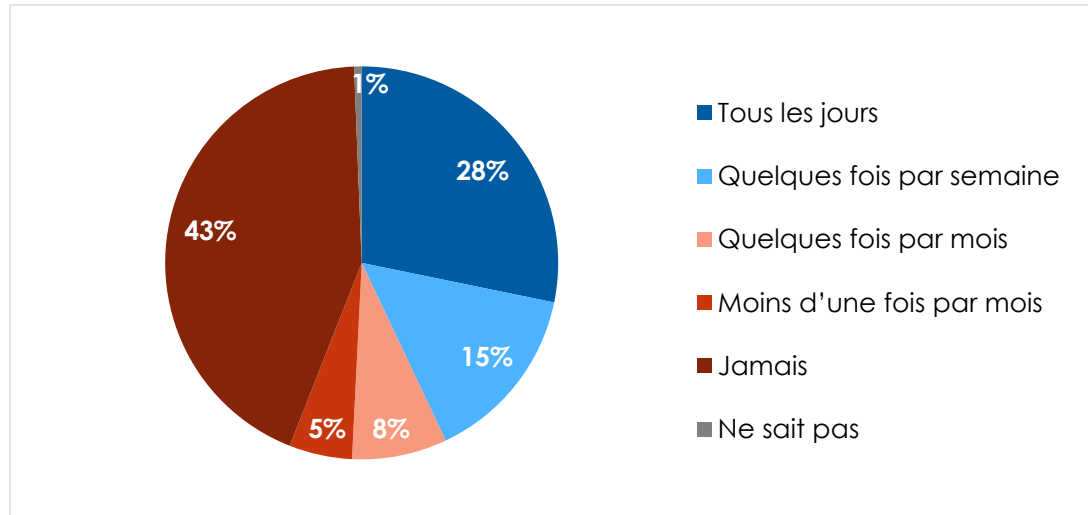
Figure 6 : Manque d'eau potable et de soins médicaux | Mauritanie | 2022



Questions posées aux répondants : Au cours des 12 derniers mois, combien de fois, le cas échéant, est-ce que vous, ou un membre de votre famille, avez-dû faire face à un manque de : Eau potable pour les besoins domestiques ? Médicaments ou de soins médicaux ?

Quant à l'Internet, 43% de citoyens affirment en faire usage « tous les jours » (28%) ou « quelques fois par semaine » (15%). La même proportion (43%) n'y accède jamais, tandis que 13% le font rarement, c'est-à-dire « quelques fois par mois » (8%) ou « moins d'une fois par mois » (5%) (Figure 7).

Figure 7 : Fréquence d'accès à l'Internet | Mauritanie | 2022

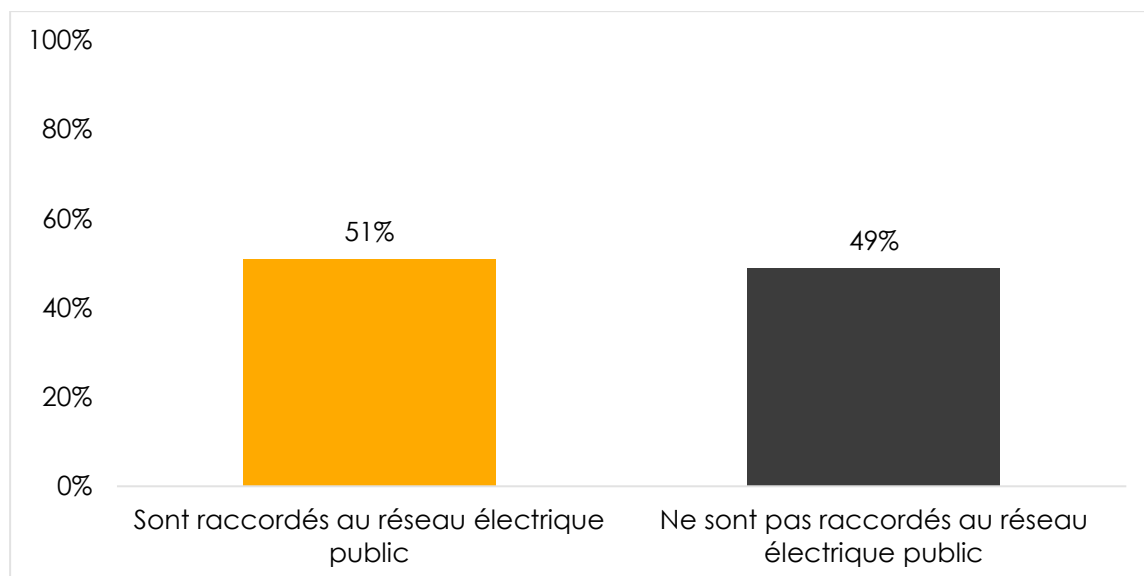


Question posée aux répondants : Combien de fois utilisez-vous l'Internet ?

A l'instar de plusieurs pays africains sub-sahariens, le taux d'accès à l'électricité reste faible en Mauritanie. C'est pourquoi le gouvernement s'efforce pour mettre en œuvre un projet d'électrification visant surtout les zones rurales du pays (Diop, 2022).

Seulement la moitié (51%) des Mauritaniens déclarent que leur domicile est raccordé au réseau d'électricité public (Figure 8). Toutefois, 49% dont les domiciles ne sont pas reliés au réseau de la SOMELEC ont été enregistrés.

Figure 8 : Accès à l'électricité publique | Mauritanie | 2022



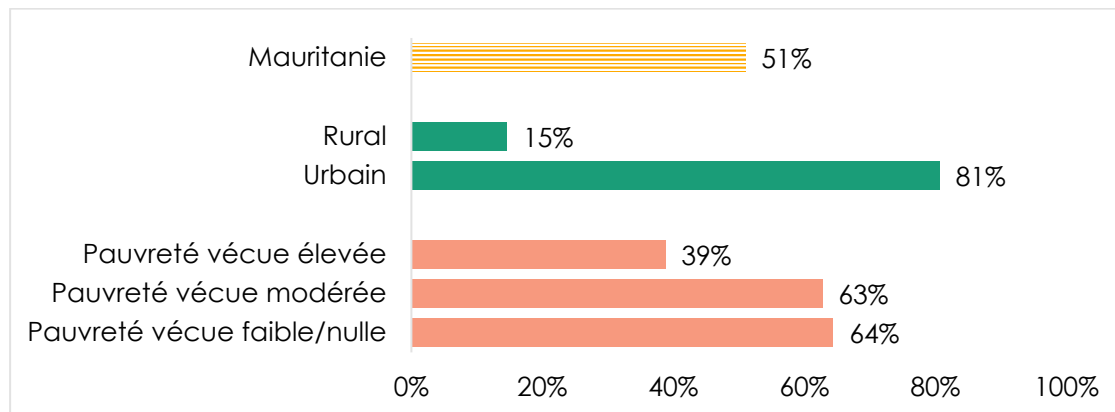
Question posée aux répondants : Votre domicile est-il raccordé au réseau électrique de la Société Mauritanienne d'Electricité (SOMELEC) ?

Les villageois (15%) et les pauvres (39%)¹ sont largement derrière les citadins (81%) et les plus nantis (63%-64%) en termes d'accès à l'électricité de la SOMELEC (Figure 9).

Parmi les citoyens qui ont leur domicile raccordé au réseau de la SOMELEC, la majorité disent que l'électricité est disponible « tout le temps » (14%) ou « la plupart du temps » (41%) (Figure 10). En revanche, 8% des citoyens disent qu'elle est disponible « environ la moitié du temps », le tiers (32%) qu'elle l'est « parfois », tandis que 5% disent qu'elle ne l'est jamais.

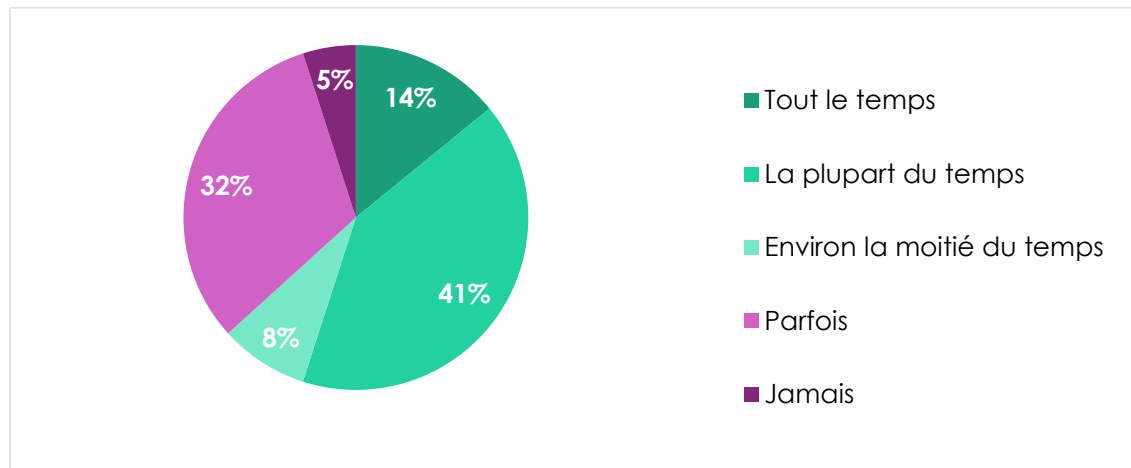
Cela veut dire que seulement 28% des ménages mauritaniens (55% des 51% qui sont raccordés) jouissent d'une fourniture fiable d'électricité.

Figure 9 : Accès à l'électricité publique | par groupe démographique | Mauritanie | 2022



Question posée aux répondants : Votre domicile est-il raccordé au réseau électrique de la Société Mauritanienne d'Electricité (SOMELEC) ? (% qui disent « oui »)

Figure 10 : Fréquence de disponibilité de l'électricité | Mauritanie | 2022



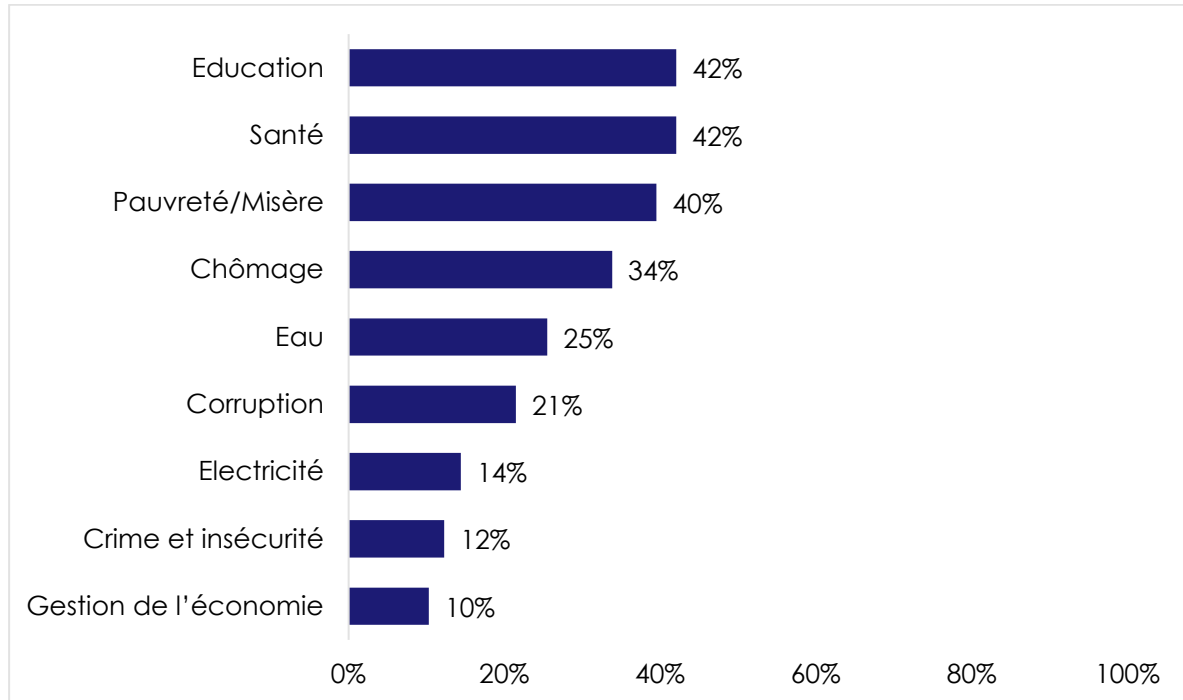
Question posée aux répondants dont les domiciles sont raccordés au réseau public d'électricité : Quelle est la fréquence de disponibilité de l'électricité ? (Les répondants dont les domiciles ne sont pas raccordés au réseau public d'électricité sont exclus.)

¹ L'Indice de la Pauvreté Vécue d'Afrobarometer mesure les niveaux de privation matérielle des répondants en demandant à quelle fréquence eux-mêmes ou leurs familles ont dû vivre sans les nécessités de base (assez de nourriture pour manger à sa faim, assez d'eau pour les besoins domestiques, les soins médicaux, assez de combustible pour la cuisson des repas, et un revenu en espèces) au cours de l'année précédente. Voir Mattes et Patel (2022) pour plus d'informations sur la pauvreté vécue.

Problèmes importants du pays

Tout comme les autres pays en voie de développement, la Mauritanie aussi fait face à de nombreux défis. Lorsqu'on demande aux Mauritaniens ce qu'ils considèrent comme les problèmes les plus importants que le gouvernement devrait régler, environ quatre répondants sur 10 citent l'éducation (42%), la santé (42%) et la pauvreté (40%) parmi leurs principales priorités (Figure 11).

Figure 11 : Problèmes importants du pays | Mauritanie | 2022

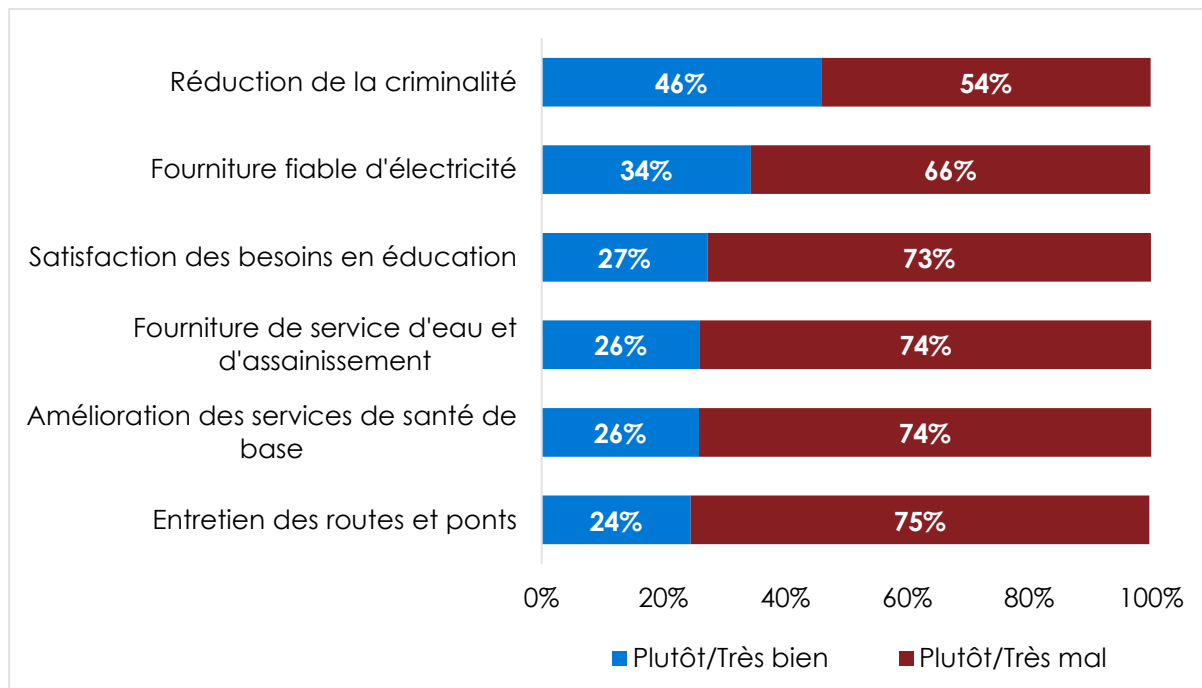


Question posée aux répondants : A votre avis, quels sont les problèmes les plus importants auxquels le pays fait face et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer ? (Jusqu'à trois réponses par personne. La figure montre le pourcentage de répondants qui citent chaque problème parmi leurs trois priorités.)

Dans l'ensemble, les Mauritaniens ne sont pas satisfaits de la manière dont leur gouvernement actuel répond aux préoccupations liées aux services publics. En effet, la majorité des citoyens désapprouvent les performances de l'Etat dans l'entretien des ponts et routes (75%), l'amélioration des services de santé de base (74%), la fourniture de service d'eau et d'assainissement (74%), la satisfaction des besoins en éducation (73%), la fourniture fiable d'électricité (66%) et la réduction de la criminalité (54%) (Figure 12).

Pour sonder vous-même ces données, veuillez visiter
 notre outil d'analyse en ligne au
www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Figure 12 : Performance du gouvernement dans la gestion des services publics
 | Mauritanie | 2022



Questions posées aux répondants : Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?

Conclusion

L'enquête menée par Afrobarometer, la première du genre en Mauritanie, suggère que l'éducation, la santé ainsi que la pauvreté/misère sont les trois priorités des Mauritaniens parmi les problèmes auxquels le pays fait face. Néanmoins, la majorité des citoyens qui ont eu à faire l'expérience disent qu'il était facile d'avoir les services éducatifs et les soins dans un hôpital public, contrairement à ceux qui ont tenté de se procurer un document officiel d'identité.

L'accès à l'électricité publique reste moyen et inéquitable. Celui d'Internet également est insuffisant au regard des ambitions du gouvernement, qui a fait de la numérisation des services publics une de ses priorités.

Seulement quelques minorités approuvent les performances du gouvernement dans la manière dont il répond aux besoins de plusieurs services publics.

Références

- Bauby, P. (2003). Modernisation et libéralisation des services publics : L'utilisateur sujet ou objet ? *Pyramides*, 7, 61-74
- Bourdillon, Y. (2022). La Mauritanie en quête de partenariats dans les infrastructures. Les Echos. 21 juin.
- Diop, A. (2022). Mauritanie : Jusqu'à 200 villages vont être électrifiés grâce à l'énergie solaire. Agence Ecofin. 29 juin.
- Mattes, R., & Patel, J. (2022). La pauvreté vécue resurgit. Document de Politique No. 84 d'Afrobarometer.
- Quenum, A. C. (2022). La Mauritanie s'appuie sur l'expertise émiratie et française pour numériser ses services publics. We Are Tech Africa. 24 janvier.
- République Islamique de Mauritanie. (2021). Programme indicatif pluriannuel 2021-2027.
- République Islamique de Mauritanie. (2023). Déclaration de Politique Générale du Gouvernement.

Mohamed Lemine Hamady est un consultant indépendant et un enseignant-chercheur à l'Université de Nouakchott. Email : mlhamady@gmail.com.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) de l'University of Nairobi au Kenya. Michigan State University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain pour la Paix, de la Fondation Mo Ibrahim, des Open Society Foundations - Africa, de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fondation William et Flora Hewlett, de l'Union Européenne, de la Fondation Mastercard, du Ministère des Affaires Etrangères du Finlande, de la Fondation David et Lucile Packard, de l'University of California San Diego, de la Banque Mondiale, de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda, de GIZ et Luminare.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner une voix aux citoyens africains. Veuillez penser à faire une contribution (à www.afrobarometer.org) ou contacter Felix Biga (felixbiga@afrobarometer.org) ou Runyararo Munetsi (runyararo@afrobarometer.org) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le www.afrobarometer.org.

Suivez nos publications à #VoicesAfrica.



Dépêche No. 693 d'Afrobarometer | 24 août 2023